

Des professeurs réunis à Paris contre les évaluations en CP-CE1

Paris, 22 janv. 2020 (AFP) -

Une centaine de professeurs des écoles se sont rassemblés mercredi à Paris, près du ministère de l'Education nationale, pour protester contre les évaluations nationales en CP et CE1, dont la deuxième session a débuté cette semaine, a constaté une journaliste de l'AFP.

Les professeurs de maternelle et d'élémentaire s'étaient donné rendez-vous en début d'après midi à l'appel de plusieurs syndicats, dont le SNUipp-FSU (premier syndicat du primaire), la CGT et FO.

"On a l'impression de ne pas être entendu du tout par notre ministre. Là, il nous impose des évaluations alors qu'on sait que l'ensemble de la profession y est opposée", a déclaré à l'AFP Elisabeth Kutas, secrétaire départementale du SNUipp-FSU Paris.

Étrennées en 2018, ces évaluations, qui ont lieu deux fois dans l'année, visent à établir un diagnostic sur les compétences et difficultés des élèves. Elles ont été vivement contestées à plusieurs reprises par des syndicats qui les jugent inutiles, sources de stress et plus ou moins exploitables.

"En grève jusqu'à la retraite", "Sois prof et tais-toi", "Prof en galère, prof en colère", pouvait-on lire sur des pancartes. Après s'être rassemblés, les enseignants ont jeté en l'air "symboliquement" des fiches d'évaluation d'élèves et de vieux manuels scolaires déchiquetés.

"Les évaluations sont complètement inadaptées. Elles ne doivent pas être nationales mais construites par chaque enseignant, en tenant compte de sa progression dans les apprentissages", a estimé Sylvie, enseignante en CP dans le XIIe arrondissement de Paris, sans vouloir donner son patronyme.

Mais les sujets d'exaspération vont bien au-delà de ces évaluations.

"C'est un ras-le-bol général", selon Laurence, enseignante en grande section dans le XIXe arrondissement de Paris, évoquant aussi des "conditions de travail qui se dégradent et la réforme des retraites".

Prenant la parole au mégaphone, Marie Horville, secrétaire départementale du Snudi Force ouvrière, a appelé ses collègues à "(fermer) les écoles" et à se mobiliser de nouveau vendredi, pour la septième journée d'action interprofessionnelle contre les retraites.

cp/ito/jt/cbn

Afp le 22 janv. 20 à 17 20.